

Dauriac exige une réintégration rapide

MÉDIAS Il introduit une plainte au pénal et une procédure d'urgence au Conseil d'Etat

► L'ex-rédacteur en chef des JT de la RTBF, Christian Dauriac, espère être entendu par le conseil d'administration demain.

► Il dénonce une « chasse à l'homme » et une « campagne de calomnies » en vue de le déstabiliser.

► La RTBF continue de garder le silence.

Christian Dauriac est finalement passé de la parole aux actes. Après avoir reçu jeudi les motivations officielles de la RTBF qui justifiaient la rupture de son contrat en tant que rédacteur en chef des JT, il s'est rendu au commissariat pour porter plainte pour « faux et usage de faux ».

Pour rappel, il avait été convoqué par le conseil d'administration, la semaine dernière, pour répondre d'accusations de fautes graves. Celles-ci consistaient en l'envoi d'un mail homophobe ainsi que deux témoignages à charge.

Selon nos informations, il aurait été avéré que ce mail était bien un faux, mais la RTBF refuse jusqu'à présent de confirmer. Elle mène des analyses informatiques depuis le week-end dernier via une société extérieure, mais les résultats se font attendre. Christian Dauriac y voit lui une reconnaissance implicite du caractère factice du mail. Surtout qu'il ne fait finalement plus partie des faits reprochés dans les no-

tifications de son licenciement.

Le Soir a pu prendre connaissance de cette lettre. Les deux témoignages y sont toujours présents. Il est aussi indiqué que la décision du conseil d'administration repose sur le dossier qui avait été réalisé par les ressources humaines du service public. On y trouverait des témoignages d'autres journalistes, de responsables hiérarchiques et un rappel de différents avertissements de la part de Jean-Paul Philippot, l'ad-

Il aurait été avéré que le mail incriminant Christian Dauriac était bien un faux

ministrateur général de la RTBF.

Le hic, c'est que Dauriac affirme n'avoir jamais pu consulter ce dossier. Il nie aussi les différents avertissements. « Tout juste a-t-on plusieurs fois discuté du fait que je n'impliquais pas assez les journalistes pour le web ou que je ne faisais pas assez de sujets liés à nos partenariats », a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse jeudi après-midi.

Face à ce qu'il juge « un maigre dossier », Dauriac a décidé d'envoyer un courrier au conseil d'administration dans lequel il demande à être réintégré ou au minimum réentendu. Il espère cette fois avoir l'occasion d'exiger une expertise du mail et d'entendre les deux témoins sous serment.

Selon nos informations, il ne serait pas question d'entendre M. Dauriac demain après-midi. A l'ordre du jour, il sera surtout question de la procédure de remplacement (c'est Bruno Clément, le présentateur de « Question à la une » qui occupe provisoirement

son poste). La RTBF devra tout de même s'expliquer dans les prochains jours puisqu'il a introduit une requête au Conseil d'Etat « dans le cadre d'une demande en extrême urgence ». Reste d'abord à savoir si l'institution jugera la demande recevable. Dans le meilleur des cas, du moins pour le plaignant, le licenciement pourrait être suspendu et il retrouvera alors son poste.

Même s'il est réintégré, Christian Dauriac compte aller jusqu'au bout de la procédure au pénal car il estime que son image a été « dégradée ». « Ce ne sont pas les indemnités qui m'intéressent ! Mais de confondre ceux qui ont fait du faux », dit-il en insistant une nouvelle fois sur les « méthodes de voyous qui sont préjudiciables à l'image de la chaîne et aux équipes du JT ».

La RTBF a réagi par un nouveau communiqué laconique. Elle indique que « fidèle à la ligne de conduite qu'elle a adoptée jusqu'ici, la RTBF ne fera aucun commentaire. S'agissant de question de personne et soucieuse du respect de toutes les parties, elle laisse la justice faire son travail dans la sérénité et réserve donc ses explications, arguments et moyens de défense aux autorités ». Malgré nos demandes répétées, Jean-Paul Philippot continue donc de garder le silence face aux graves accusations de Christian Dauriac. Il est descendu expliquer sa position à la rédaction du JT, plus divisée que jamais entre ceux qui accusent leur ancien chef de « mensonges et de manipulations » et ceux qui le soutiennent. ■

MAXIME BIERMÉ